Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1137

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Les promesses rendent les fous joyeux

Cela fait trois ans que la reprise est annoncée pour dans six mois. Plutôt que de scruter l'horizon, ne vaudrait-il pas mieux chercher à savoir pourquoi la crise actuelle dure ? Un débat où socialistes et syndicalistes se distinguent par leur manque d'assurance.

JEAN-PIERRE GHELFI
économiste

Allons-nous continuer à nous comporter comme des fous que les promesses rendent joyeux ? Une fois encore, les instituts de prévision économique voient quelques lueurs d'espoir: une amélioration légère de la conjoncture pourrait se dessiner vers la fin de l'année, ou du moins au cours du premier semestre de 1994.

Après la pluie...

L'ennui, c'est que ces propos nous sont tenus depuis maintenant trois ans, et qu'ils sont régulièrement démentis par les faits. Bien sûr, à force d'annoncer la reprise, elle finira par se produire. Et l'on pourra alors s'interroger «scientifiquement» sur les raisons pour lesquelles elle a tant tardé à se manifester...

C'est pourtant maintenant qu'il faudrait engager cette réflexion et comprendre pourquoi la situation économique reste orientée à la baisse. On en déduirait du même coup les raisons de cette reprise-annoncée-qui-ne-vient-pas.

La crise actuelle a des aspects communs avec celle des années trente: montée du chômage, guerre des monnaies (dévaluations compétitives), guerre commerciale déguisée en libre-échangisme, pressions sur les salaires et baisse du pouvoir d'achat des ménages, recul des taux d'intérêt généralement interprété comme favorable à la reprise, mais qui traduit en premier lieu une diminution de la demande des ménages et des entreprises.

Certes, la bourse ne s'effondre pas. Mais cela pourrait être la conséquence d'une césure toujours plus profonde entre l'économie réelle et l'économie financière (voir l'article d'André Gavillet, DP nº 1135). L'argent produit de l'argent plus facilement et plus amplement que bien des activités industrielles et commerciales.

Il y a aussi d'autres différences entre ces deux crises. La principale est que les systèmes d'assurances sociales sont aujourd'hui plus développés qu'il y a soixante ans. Les «stabilisateurs économiques» évitent que l'économie plonge brutalement et provoque des cortèges de misères.

Encore que ce que l'on sait désormais de la «nouvelle pauvreté», qui touche environ un ménage sur cinq, et ce que l'on peut prévoir avec l'augmentation du nombre de chômeurs en fin de droits, pourrait déboucher sur cette situation sociale qui ne serait pas sans analogie avec celle des années trente.

Les controverses idéologiques autour de ces deux crises présentent aussi des similitudes. Le keynésianisme ayant été répudié par la majorité des dirigeants politiques et économiques, on retrouve un débat où, pour simplifier, la droite ne parle que d'économies et de baisse des coûts, alors que la gauche insiste sur la nécessité de dépenses publiques importantes pour relancer la machine.

Une argumentation qui a peu évolué depuis les années trente

Le langage de la bourgeoisie n'est plus aussi lapidaire que celui qu'elle tenait pour commenter l'initiative de crise (Message du Conseil fédéral du 6 mars 1935), mais l'argumentation n'est, au fond, pas très différente de celle qu'on tient aujourd'hui dans les salons bien fréquentés.

Citation dudit message: *«On doit malheureusement constater que toute une série des industries les plus importantes sont ébranlées dans leurs assises. La broderie n'exhibe plus que les débris lamentables de sa prospérité d'antan. (...) Les industries de la soie et du coton ont rétrogradé (...). L'industrie du chocolat et l'industrie du lait condensé ont aussi perdu presque tous leurs débouchés à l'étranger. L'industrie horlogère a subi des pertes gigantesques, au point que la contrée où elle s'exerçait est tombée dans une grande misère. Les chances de voir cette industrie retrouver son ancienne prospérité sont malheureusement minimes. L'industrie des machines se trouve dans une situation très critique. (...) Ces phénomènes sont en premier lieu (...) la conséquence inéluctable d'une nouvelle répartition des marchés mondiaux (...). Il faut ajouter que là où persiste la demande de produits suisses, de nombreuses commandes se perdent, les frais de production en Suisse étant trop élevés comparativement à la capacité de paiement de l'étranger et aux frais de production des Etats qui sont en concurrence avec nous.»* (p. 18-19).

On trouve encore dans ce texte des remarques appuyées sur la nécessité d'éviter le recours à l'emprunt pour couvrir les dépenses publiques, qui doivent rester aussi modestes que possible. On ne dit pas aujourd'hui autre chose, sous réserve que les «stabilisateurs économiques» contribuent – ô rage, ô désespoir — à creuser les déficits publics (financement de l'assurance chômage).

Est-ce une raison, parce que la crise que nous vivons a des conséquences sociales atténuées, de rester passifs et de minimiser, comme la presse bien pensante nous y invite, l'ampleur des dégâts qu'on voit s'accumuler ?

Cette inaction ne résulterait-elle pas finalement de ce que, si dans les années trente les syndicalistes et les socialistes étaient sûrs de leurs convictions et de leurs propositions, aujourd'hui on aurait de la peine à en dire autant ? ■

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Secrétaire de rédaction:
Frances Trezevant Honegger (fth)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jean-Pierre Ghelfi
Abonnement: 75 francs pour une année
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
case postale 2612,
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9
Composition et maquette:
Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof, Françoise Gavillet
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens